

Le Congo entre en zone de turbulences

L'automne s'annonce agité en RDC. Mardi, Kinshasa tournait au ralenti, alors que deux tiers des commerces étaient fermés à l'occasion d'une opération « Ville morte » lancée par l'opposition. Mais cette journée marquante n'est que le début d'une série de manifestations à venir dès la fin août. La population congolaise entend bien exprimer son

mécontentement face aux manœuvres par lesquelles le pouvoir retarde l'organisation des élections. Cette épreuve de force fait entrer le Congo dans une zone de turbulences où des développements inattendus pourraient survenir.

Si la population, dans sa grande majorité, s'exprime de manière pacifique, des explosions de violence font redouter la

mise en œuvre d'autres agendas. L'opposition, en effet, soupçonne le pouvoir de téléguider des attaques. Selon Moïse Katumbi, le régime tente « de faire régner le chaos dans le pays afin d'instaurer l'état d'urgence et de créer ainsi un environnement favorable à son maintien au pouvoir ». ■

Une série d'attaques simultanées qui éveillent bien des soupçons

RD CONGO L'opposition soupçonne le pouvoir de téléguider les violences

- Le pays est entré dans une forte zone de turbulences.
- Les appels à la mobilisation de l'opposition ont été inégalement suivis.
- Mais le dénouement de la crise politique paraît toujours plus lointain.
- L'automne s'annonce à hauts risques.

Après une première journée de l'opération « Ville morte » marquée par la violence et une deuxième par la léthargie, le Congo a retrouvé un rythme plus normal : dans ce pays où la plupart des citoyens, vivant au jour le jour, ne peuvent se permettre de ne pas travailler durant plus de 24 heures, les activités ont repris timidement dans la capitale, en dépit des mots d'ordre lancés par le Rassemblement de l'opposition.

La veille cependant, la consigne avait été respectée à travers tout le pays. Alors que les autorités avaient demandé aux réseaux sociaux de restreindre leur activité et de supprimer l'envoi de photos, un calme inhabituel avait régné à Kinshasa : les deux tiers des commerces étaient fermés, les transports publics étaient vides et les banques fer-

mées. Même mobilisation à Lubumbashi, où le marché aux poissons était fermé, et à Goma où un important dispositif policier avait été déployé.

Ces deux journées « Ville morte » n'étaient que les premières étapes d'une succession de manifestations par lesquelles la population congolaise entend exprimer son mécontentement face aux manœuvres dilatoires par lesquelles le pouvoir retarde l'organisation des élections. Cette épreuve de force fait entrer le Congo dans une zone de turbulences où des développements inattendus pourraient survenir. En effet, d'autres manifestations sont prévues fin août et dès l'automne, la puissante Eglise catholique prévoit d'appeler les fidèles à « se prendre en charge » c'est-à-dire à récuser pacifiquement une autorité qui, à ses yeux, ne sera plus légitime, le deuxième mandat du président Kabila ayant expiré le 19 décembre dernier.

Si la population, dans sa grande majorité, s'exprime de manière pacifique, des explosions de violence font redouter la mise en œuvre d'autres agendas. En effet, les deux journées « Ville morte » décrétées par le Rassemblement de l'opposition avaient été précédées par un début de semaine très inquiétant : lundi, plusieurs quartiers de la capitale – Lemba, Matete, Ndjili, les abords de la prison de Makala – avaient été secoués par des coups de feu et des affrontements entre

la police et des assaillants semblant appartenir au groupe politico-religieux de Ne Muanda Nsemi. Ce leader du Bas-Congo avait réussi à s'échapper de la prison de Makala en même temps que 4.000 autres détenus le 17 mai dernier. Le front ceint d'une fine bandelette rouge, signe distinctif des opposants au président Kabila, des miliciens se réclamant de la secte Bundu dia Congo ont défié les forces de l'ordre en plusieurs endroits de la ville et un commissaire de police a succombé à ses blessures. Au même moment, les villes de Boma, Matadi, et même Moanda, toutes situées dans le Bas-Congo, patrie d'origine du leader Muada Nsemi, étaient également secouées par des manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre.

Le bilan officiel de ces désordres est de douze morts, mais selon d'autres sources, il s'élèverait à 65 victimes. La simultanéité voire la synchronisation des manifestations enregistrées à Kinshasa et dans le Bas-Congo ont jeté le trouble, d'autant plus que, selon des témoins, des manifestants semblaient, en certains endroits être encadrés par la police !

Même si au moins 46 assaillants, béret ou bandeau rouge sur la tête, fétiches aux pieds, ont été arrêtés par la police et présentés à la presse ce mercredi, le malaise persiste : ces manifestations violentes

n'auraient-elles pas été susci-

tées par le pouvoir afin de désamorcer l'initiative de l'opposition ? Pour Moïse Katumbi, l'un des leaders du Rassemblement de l'opposition, qui se trouve toujours à l'extérieur du pays, ce nouvel épisode de violence relève d'une « stratégie criminelle » par laquelle le régime tenterait « de faire régner le chaos dans le pays afin d'instaurer l'état d'urgence et de créer ainsi un environnement favorable à son maintien au pouvoir. »

Si le recours à cette stratégie de l'embrassement, déjà soupçonnée au Kasai, devait se confirmer, elle entraînerait aussi, inévitablement, le risque de retour de flamme... ■

COLETTE BRAECKMAN

VIOLENCES

Attaque Maï-Maï

Au moins 6 personnes, dont 4 militaires, ont été tuées lors d'une attaque menée par des miliciens contre la ville de Kabambare, dans la province de Maniema, à l'Est du pays, ont rapporté mercredi des médias congolais. Les miliciens du groupe Maï-Maï ont pris le contrôle de Kabambare après d'intenses combats pendant environ six heures contre les Forces armées gouvernementales, a précisé la radio onusienne Okapi. (afp)